

SÉANCE DU MERCREDI 19 MARS 2025

à l'Hôtel du Parlement à Delémont

Présidence : Yann Rufer (PLR), président

Scrutateurs : Jacques-André Aubry (Le Centre) et Gaëlle Frossard (PS)

Secrétariat : Fabien Kohler, secrétaire général du Parlement

Excusés : Boris Beuret (Le Centre), Gauthier Corbat (Le Centre), Loïc Dobler (PS), Irène Donzé (PLR), Brigitte Favre (UDC), Anne Froidevaux (Le Centre), Ernest Gerber (PLR), Ivan Godat (VERT-E-S), Quentin Haas (PCSI), André Henzelin (PLR), Magali Rohner (VERT-E-S) et Thomas Vuillaume (PLR)

Suppléants : Madeleine Juillard Schaller (Le Centre), Maxence Henry (Le Centre), Valérie Bourquin (PS), Anael Lovis (PLR), Irmin Rais (UDC), Jean-François Pape (Le Centre), Aline Nicoulin (PLR), Vincent Schmitt (VERT-E-S), Thomas Schaffter (PCSI), Stéphane Brosy (PLR), Sonia Burri-Schmassmann (VERT-E-S) et Sandra Nobs (PLR)

La séance est ouverte à 14 heures en présence de 60 députés et de l'observateur de Moutier.

Département de l'environnement (suite)**16. Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) (deuxième lecture) (suite)**

Article 42, alinéa 3 :

Majorité de la commission et Gouvernement (texte adopté en première lecture) :

Le conseil communal convoque les opposants ou leurs représentants à une séance de conciliation ; le résultat des pourparlers est consigné dans un procès-verbal.

Minorité de la commission :

Le conseil communal convoque les opposants ou leurs représentants à une séance de conciliation ; le résultat des pourparlers est consigné dans un procès-verbal. Le conseil communal peut exceptionnellement renoncer à organiser une séance de conciliation s'il apparaît manifestement qu'aucun arrangement ne pourra être trouvé. Il consigne par écrit sa position motivée dans un procès-verbal.

Au vote, la proposition de la majorité de la commission et du Gouvernement est acceptée par 36 voix contre 22.

Article 53, alinéa 2 :

Majorité de la commission (texte adopté en première lecture) :

Dans la zone d'utilité publique à l'intérieur de la zone à bâtir, d'autres activités ou l'habitat peuvent exceptionnellement être autorisés à condition qu'ils aient un lien étroit avec l'activité principale de la zone ou représentent une faible part des surfaces de plancher.

Minorité de la commission et Gouvernement :

Dans la zone d'utilité publique à l'intérieur de la zone à bâtir, d'autres activités ou l'habitat peuvent exceptionnellement être autorisés à condition qu'ils aient un lien étroit avec l'activité principale de la zone et représentent une faible part des surfaces de plancher.

Au vote, la proposition de la minorité de la commission et du Gouvernement est acceptée par 30 voix contre 29.

Article 54, alinéa 2 :

Majorité de la commission (texte adopté en première lecture) :

Dans la zone de tourisme et loisirs à l'intérieur de la zone à bâtir, d'autres activités ou l'habitat peuvent exceptionnellement être autorisés à condition qu'ils aient un lien étroit avec l'activité principale de la zone ou représentent une faible part des surfaces de plancher.

Minorité de la commission et Gouvernement :

Dans la zone de tourisme et loisirs à l'intérieur de la zone à bâtir, d'autres activités ou l'habitat peuvent exceptionnellement être autorisés à condition qu'ils aient un lien étroit avec l'activité principale de la zone et représentent une faible part des surfaces de plancher.

Au vote, la proposition de la minorité de la commission et du Gouvernement est acceptée par 30 voix contre 29.

Article 77 :

Majorité de la commission et Gouvernement (texte adopté en première lecture) :

Sauf exceptions justifiées par une utilisation usuelle, les aménagements extérieurs sont constitués de surfaces perméables et végétalisées.

Minorité de la commission :

(Pas d'article 77.)

Au vote, la proposition de la majorité de la commission et du Gouvernement acceptée par 51 voix contre 7.

Article 132, alinéa 5 :

Majorité de la commission :

^{5 (nouveau)} La commune peut déléguer son droit d'emption légal à la région aux conditions suivantes :

- a) les biens-fonds et parties de bien-fonds concernés sont situés dans une zone d'activités intercommunale identifiée dans un plan directeur régional ou dans une zone d'activités d'intérêt cantonal identifiée dans le plan directeur cantonal ;
- b) le règlement de la région au sens de l'article 18, alinéa 5, mentionne expressément la compétence de la région d'exercer le droit d'emption légal en cas de délégation.

Minorité de la commission et Gouvernement (texte adopté en première lecture) :

(Pas d'alinéa 5.)

Au vote, la proposition de la majorité de la commission est acceptée par 43 voix contre 16.

Article 137, alinéa 1bis (nouveau) :

Majorité de la commission et Gouvernement (texte adopté en première lecture) :

(Pas d'alinéa 1bis.)

Minorité de la commission :

Le 25% de la contribution prélevée par l'Etat selon les modalités de l'alinéa 1 est reversé à la commune dans un fonds destiné exclusivement au financement de mesures d'aménagement prévues par l'article 3 de la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire.

Au vote, la proposition de la majorité de la commission et du Gouvernement est acceptée par 44 voix contre 15.

Article 138, alinéa 1 :

Majorité de la commission et Gouvernement (texte adopté en première lecture) :

Après information de la commune, le Service du développement territorial arrête le montant de la plus-value et celui de la contribution au moment où la mesure d'aménagement entre en force.

Minorité de la commission :

Après consultation de la commune, le Service du développement territorial arrête le montant de la plus-value et celui de la contribution au moment où la mesure d'aménagement entre en force.

Au vote, la proposition de la majorité de la commission et du Gouvernement est acceptée par 34 voix contre 25.

Article 156a :

Majorité de la commission et Gouvernement (texte adopté en première lecture) :
(Pas d'article 156a.)

Minorité de la commission :

Est considérée comme disposant des qualifications exigées à l'article 4, alinéa 1bis, toute personne physique ou morale inscrite au registre du commerce avant l'adoption de la loi et dont la raison sociale a pour but l'exploitation d'un bureau d'architecture ou d'ingénierie.

Au vote, la proposition de la majorité de la commission et du Gouvernement est acceptée par 48 voix contre 7.

Tous les autres articles, ainsi que le titre et le préambule, sont acceptés sans discussion.

Au vote final, en deuxième lecture, la loi est acceptée par 52 voix contre 7.

17. Arrêté octroyant un crédit d'engagement de 584'000 francs à l'Office de l'environnement destiné à assurer le financement d'une subvention en faveur de la commune de Basse-Vendline pour la réalisation des mesures de protection contre les crues et de revitalisation de la Vendline et de ses affluents

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Tous les articles, le titre et le préambule de l'arrêté sont acceptés sans discussion.

Au vote, l'arrêté est accepté par 54 députés.

18. Motion no 1507

**La qualité de l'air intérieur mérite davantage d'attention.
Sonia Burri-Schmassmann (VERT-E-S)**

Développement par l'auteure.

Le Gouvernement propose d'accepter la motion sous forme de postulat, ce que la motionnaire refuse.

La motionnaire scinde la motion no 1507 en deux parties : bâtiments cantonaux (point 1) et sensibilisation et information aux communes, propriétaires, responsables de la formation et population (point 2).

Au vote :

- Le point 1 de la motion no 1507 est rejeté par 33 voix contre 21.
- Le point 2 de la motion no 1507 est rejeté par 32 voix contre 22.

19. Question écrite no 3669

**Antenne 5G près d'une école : mauvais signal.
Patrick Cerf (PS)**

L'auteur n'est pas satisfait de la réponse du Gouvernement.

20. Question écrite no 3670

**Non-recours aux subventions du Programme Bâtiments.
Alain Beuret (PVL)**

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

21. Question écrite no 3673

**Plan de mobilité à l'Etat jurassien : a-t-on vraiment besoin de Securitas SA ?
Christophe Schaffter (CS-POP)**

L'auteur n'est pas satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position.

22. Question écrite no 3681

**5G adaptative : la procédure choisie par le Canton du Jura désavouée par le TF.
Ivan Godat (VERT-E-S)**

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

23. Question écrite no 3685

**Garantir toutes les subventions fédérales pour assurer l'avenir de nos forêts et de ses professionnels.
Francine Stettler (UDC)**

L'auteure est satisfaite de la réponse du Gouvernement.

24. Question écrite no 3687

**TFA dans les eaux souterraines – mesures sur le territoire jurassien.
Sonia Burri-Schmassmann (VERT-E-S)**

L'auteure est satisfaite de la réponse du Gouvernement.

25. Question écrite no 3695

**Le rouge des CJ et le vert de TransN sur la même ligne ?
Loïc Dobler (PS)**

L'auteur est partiellement satisfait de la réponse du Gouvernement.

Département de l'intérieur

26. Motion no 1511

**Pour un plafonnement des primes d'assurance-maladie à 10% du revenu déterminant.
Jelica Aubry-Janketic (PS)**

Développement par l'auteure.

Le Gouvernement propose d'accepter la motion sous forme de postulat, ce que la motionnaire accepte.

Au vote, le postulat no 1511a est accepté par 38 voix contre 17.

27. Interpellation no 1033

**Responsabilités du Gouvernement et manque de transparence dans les réponses aux députés.
Raoul Jaeggi (PVL)**

(Ce point est reporté à la prochaine séance.)

28. Interpellation no 1034
Que se passe-t-il à l'AJAM ?
Yves Gigon (UDC)

Développement par l'auteur.

L'auteur n'est pas satisfait de la réponse du Gouvernement et demande l'ouverture de la discussion, ce que plus de douze députés acceptent.

29. Question écrite no 3698
Application par le canton du Jura des décisions de la Cour pénale internationale.
Christophe Schaffter (CS-POP)

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

Département des finances

30. Motion no 1510
Des enveloppes pour les chefs de service.
Yann Rufer (PLR)

Développement par Anael Lovis (PLR).

Le Gouvernement propose d'accepter la motion.

Le groupe VERT-E-S et CS-POP propose d'accepter la motion sous forme de postulat, ce qu'Anael Lovis (PLR) refuse.

Au vote, la motion no 1510 est acceptée par 49 députés.

31. Interpellation no 1032
BNS : anticonstitutionnellement vôtre ?
Rémy Meury (CS-POP)

Développement par l'auteur.

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

32. Question écrite no 3692
Mobilité dans les EPT.
Jacques-André Aubry (Le Centre)

L'auteur est satisfait de la réponse du Gouvernement.

33. Question écrite no 3693
Vers une procédure inverse à celle de 2024 ?
Rémy Meury (CS-POP)

L'auteur n'est pas satisfait de la réponse du Gouvernement et justifie sa position.

Département de la formation, de la culture et des sports

34. Loi concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie (Loi sur la prostitution, LProst) (première lecture)

35. Motion no 1508
Pour une loi sur l'Ecole Jurassienne et Conservatoire de Musique.
Serge Beuret (Le Centre)

36. Question écrite no 3696

La formation en emploi des enseignant-es est-elle garantie dans le Jura ?

Rémy Meury (CS-POP)

37. Question écrite no 3697

Projet Calliope de la CIIP : mise en place dans le Jura en 2025 ?

Rémy Meury (CS-POP)

(Tous ces points sont renvoyés à la prochaine séance.)

La séance est levée à 17h30.

Delémont, le 20 mars 2025

La président :
Yann Rufer



Le secrétaire général :
Fabien Kohler



Annexes : - Motions nos 1522 et 1523
- Postulat no 475
- Questions écrites nos 3721 et 3722
- Intervention en matière fédérale no 13